

3. La société du risque ?

Introduction

Quelles que soient les variantes envisagées de la modernité (radicale, tardive, hyper-, sur-, post-), la réflexion nous a conduit, dans le chapitre précédent, à remarquer l'importance de la notion de risque. C'est pourquoi, pour de nombreux théoriciens, comme pour la presse, le risque constitue une alternative plausible aux labels globalisants évoqués jusqu'ici (société des individus, société postmoderne). La publication par le sociologue allemand Ulrich Beck, d'un livre majeur¹ a renforcé ce qui se dessinait déjà comme une tendance forte, congruente avec de nombreuses théories disponibles et nettement en prise avec l'actualité passée ou présente. On a donc de plus en plus parlé de « société du risque », même si tout le monde ne donne pas le même sens à l'expression. La caractéristique centrale de cette constellation, tous travaux confondus, c'est la **tension** entre trois éléments : a/ la perception et la représentation, par tout un chacun, de la vie comme risquée, b/ la construction de dispositifs experts de traitement sociétal du risque (ce qu'on appelle la « gestion des risques ») et c/ l'effet inducteur de risques résultant des deux éléments précédents (un processus de « risquification »²). Autrement dit, chacun de ces éléments met les autres en question : les spécialistes du risque critiquent l'incohérence des perceptions ordinaires du risque, les contre-experts discutent la validité du type de rationalité « risquolâtre » des experts, et ainsi de suite.

Nous allons examiner les prétentions de cette appellation à rendre compte de la société du siècle nouveau en analysant aussi bien les rapports entre savoir ordinaire du risque et savoir savant, que les luttes pour le monopole de la définition savante du risque.

Problématisation : l'omniprésence du risque

Même si c'est la théorie de la « modernité réflexive » (Giddens, Beck) qui a fait le succès de la notion³, elle ne l'invente pas complètement et son succès, comme on l'a dit plus haut, vient aussi de sa capacité à entrer en contact avec des représentations courantes de la vie contemporaine comme pleine de risques inconnus jusqu'alors et qui n'apparaissent qu'au travers d'« accidents » ou de « catastrophes » (on emploiera ce vocabulaire usuel, même s'il tend à empêcher toute réflexion sur l'instrument de mesure), alors que leur menace est quotidienne, proche et multiforme.

La saillance des risques dans la société. On peut, avec Alain Bourdin⁴, dresser un inventaire assez suggestif du panorama des risques contemporains, tels qu'ils peuvent être rencontrés par chacun de nous au fil des informations. **Le risque nucléaire** apparu comme un mal épouvantable, mais « *confiné* » (l'expression est centrale chez U. Beck) au domaine militaire, au moment d'Hiroshima, devient véritablement un risque pour le grand public lorsque sont connus les accidents majeurs des centrales nucléaires de Three Miles Island (1979), puis de Tchernobyl (1986) et que sont peu à peu révélés, ailleurs, des accidents antérieurs moins frappants⁵. **Le risque technologique** est d'abord **chimique** (considéré comme aussi important que le précédent) frappe l'opinion publique avec les catastrophes de Seveso (1974) et de Bophal (1984), mais il peut qualifier aussi une foule de petits accidents, dont la liste finit par être impressionnante (voir celle, comportant 46 incidents, que Patrick Lagadec reproduit en annexe de son ouvrage, pour la seule période 1976-1980 et pour la seule région Rhône-Alpes). La technologie produit aussi **le risque de pollution**, depuis la dégradation spectaculaire du milieu

¹ Le livre *Risikogesellschaft*, paru en 1986 aux éditions Suhrkamp à Francfort, n'a été traduit en français (par Laure Bernardi) qu'en 2001, aux éditions Aubier à Paris, avec une préface de Bruno Latour (« Beck ou comment refaire son outillage intellectuel »). Le sous-titre du livre fait lui-même le lien avec notre chapitre précédent : « Sur la voie d'une autre modernité ». La pensée de Giddens sur ces questions est à peu près contemporaine et très proche (voir l'ouvrage analysé dans le chapitre précédent).

² L'expression « *riskification* » est employée par le sociologue britannique Brian Wynne (B. Wynne, « Creating Public Alienation : Experts, Cultures of Risk and Ethics on GMOs », *Science as Culture*, vol. 10, n°4, 2001) Nous y reviendrons plus loin : pour l'instant, il s'agit juste de comprendre que la multiplication des explications sociétales en termes de risques tend à imposer un cadre d'interprétation forgé par les experts du risque (nous aurons donc tendance à tout voir en termes de risques au détriment d'autres cadres de pensée).

³ Il faut se garder d'attribuer au livre éponyme de Beck, la seule paternité de l'appellation : la prise en compte des « risques technologiques majeurs » a très tôt nourri les travaux de Patrick Lagadec (P. Lagadec, *La civilisation du risque. Catastrophes technologiques et responsabilité sociale*, Paris, Le Seuil, 1981) ; le livre d'un autre grand sociologue allemand, Niklas Luhmann, ne s'inscrit pas dans un lien entre risque et modernité (N. Luhmann, *Soziologie des Risikos*, Berlin, de Gruyter, 1991).

⁴ A. Bourdin, « La modernité du risque », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, volume CXIV, janvier-juin 2003 (« Faut-il une sociologie du risque ? », numéro coordonné par Alain Bourdin).

⁵ Voir plus loin, la situation de Sellafield, analysée par Brian Wynne.

marin par les naufrages de pétroliers (le Torrey Canyon en 1967, puis, à peu près au même endroit, l'Amoco Cadiz en 1978 et tant d'autres depuis), jusqu'à la dégradation rampante de l'atmosphère (appelée d'abord « effet de serre », puis « réchauffement climatique »). L'époque est aussi celle du **risque sanitaire**, capable depuis fort longtemps de frapper les imaginaires (les grandes épidémies), mais surtout défini comme risque à partir de l'apparition du SIDA (1982) et renforcé régulièrement par des épizooties candidates à l'épidémie (l'ESB ou « vache folle » en 1988, le SRAS ou la « grippe aviaire » plus récemment), par des expérimentations (les OGM ou le clonage). Tous ces risques frappent par leur incidence massive sur des collectifs (certains groupes et peut-être toute la population, sont dits « à risques » et l'opinion publique enregistre très vite cette qualification comme une disqualification⁶). Pourtant, le lien n'est pas toujours fait entre ces risques que des entreprises humaines font courir à des collectifs et les risques que prennent quotidiennement les individus. Le **risque routier**, producteur d'une forte morbidité et d'une forte mortalité, est en général imputé aux prises de risques d'individus (éventuellement influencés par leur éducation) et assez peu au marché automobile, aux infrastructures routières, voire aux stimulations induites par la société de consommation - imputation que réaliseront par ailleurs des experts et des militants. A l'articulation de ces deux grandes catégories, figure, parce qu'il repose sur une abstraction plus grande, le **risque incivilitaire** : la délinquance et les incivilités (considérées comme une délinquance plus artisanale) font craindre pour les biens comme pour les personnes, mais, dans l'esprit de nos contemporains, elles peuvent être aussi bien attribuées à des mécanismes sociaux (chômage, précarité sociale, déracinement) qu'à des propriétés fondamentales des personnes (origine ethnique, nationale, religions) ; à terme c'est la figure de l'étranger qui est porteuse de risque, parce qu'il s'agit d'un étranger installé chez nous et se confondant presque avec nous (voir ci-dessous les théories du complot).

°qualification / disqualification. La qualification est une notion polysémique et utilisée dans des domaines très divers (on parle aussi bien de qualification d'un club sportif que de re-qualification d'une friche urbaine), mais il s'agit toujours d'attribuer publiquement une qualité à un être naturel ou social. C'est pourquoi la frontière avec la disqualification est si mince (Bourdieu a souvent fait remarquer que catégoriser – en grec *katégoresthai* – était, étymologiquement, accuser publiquement) et la disqualification est généralement dotée d'une inertie plus grande que la qualification (critiquez, il en restera toujours quelque chose, dit l'opinion courante). Tous ceux qui s'occupent de personnes en difficulté savent bien que la protection qu'ils leur accordent (qualifier une personne qui n'a pas de papiers comme « sans papiers ») peut toujours se transformer en piège, voire en stigmaté (effet de ghetto). Voilà comment une « population à risques » (sous-entendu : qui pourrait être victime) peut facilement devenir une population qui fait courir des risques aux autres. La normalisation progressive des risques (en particulier par le phénomène d'intériorisation ou d'auto-contrôle, fait toutefois oublier la saillance de certaines stigmatisations : ce fut le cas du cancer, il n'y a pas si longtemps⁶). Cette dialectique de la qualification et de la disqualification sera au cœur du chapitre suivant.

Il faut faire un sort particulier à la question de la « prise de risques », qui s'affiche surtout dans la société sous la forme des « conduites à risques ». Dans son ouvrage⁷, fondamental pour notre réflexion, Patrick Peretti-Watel fait remarquer que l'on peut faire entrer beaucoup de choses dans cette catégorie : des conduites dangereuses en matière de consommations (de drogues, de tabac, notamment), de violence (y compris contre soi-même), de circulation routière, mais aussi de travail (par exemple, par le non-respect des règles de sécurité pour gagner du temps dans une chaîne de production), de sexualité, etc. Tout dépend du degré de fermeture de la définition de la catégorie : doit-on par exemple considérer comme une conduite à risque l'acte sexuel pénétratif ayant lieu sans préservatif ou bien ce même acte seulement lorsque l'état sérologique d'un partenaire très éclectique n'est pas connu de l'autre ? Le sujet preneur de risques (expression calquée sur la dénomination anglaise : « *the Self as a Risk Taker* ») est souvent l'adolescent, parce qu'il est associé à des risques spécifiques et spectaculaires, fait remarquer Peretti-Watel, mais en fait, ajoute-t-il, chaque âge de la vie comporte des risques.

Ainsi donc, le risque se détache sur le fond de la vie quotidienne, mais comment est-il appréhendé ? Qu'est-ce que percevoir un risque et pas seulement un danger ? Cette vaste question nous renvoie à une série d'autres qui ne pourront être tranchées ici, mais que l'on peut résumer de la sorte : le risque est la rencontre d'un sentiment de menace ou d'insécurité et de catégories disponibles pour la penser. Percevoir un risque c'est donc franchir un **seuil**, faire un pas hors de la routine. Cette opération peut être ramenée à trois phases : l'**identification et la dénomination**, au travers de filtres spécifiques (largement liés à la construction des risques dans la société), d'un ensemble disparate d'événements comme risque ; l'**attribution** d'une causalité (plus exactement la construction d'un système d'inter-causalité, c'est-à-dire le rattachement d'un risque à d'autres facteurs) ; la **mise en œuvre d'une réponse** (de lamentation, de protestation, etc.)⁸. Mais, si percevoir le risque c'est l'identifier au travers

⁶ Voir : Patrice Pinell, *Naissance d'un fléau*, Paris, Métailié, 1992. Voir particulièrement le chapitre 10 (« Une maladie de la modernité ») où Pinell se réfère à Elias pour placer l'auto-surveillance (par exemple la palpation mammaire par les femmes) dans le cadre de la civilisation des mœurs.

⁷ P. Peretti-Watel, *La société du risque*, Paris, La Découverte (« Repères »), 2001.

⁸ Cette catégorisation en trois est inspirée par des travaux américains, sur les expressions du mécontentement : il s'agit de le nommer (*naming*), de l'imputer à un coupable (*blaming*) et de protester (*claiming*). Voir (en version française) : William L.F. Felstiner, Richard Abel, Austin Sarat, « L'émergence et la transformation des disputes : réaliser, reprocher, réclamer... », *Politix*, n°16, 1991.

d'un filtre, alors il faut envisager que **la gestion sociétale du risque** puisse fournir ce filtre, c'est-à-dire des matrices de perception (en permettant par exemple que se diffuse l'idée qu'il faut faire confiance aux experts). La « gestion des risques⁹ » c'est bien sûr, avant tout, la mise en place de dispositifs pour y faire face, à titre préventif ou curatif. Ces dispositifs sont plus ou moins automatisés (ils reposent sur des capteurs, des comités de pilotage, des unités d'intervention)¹⁰. Mais les individus, ayant par ailleurs perçu un risque ou ayant été invités à le percevoir ou même à s'y attendre, se voient aussi désigner une place (comme, par exemple, de renfermer les volailles en cas d'alerte à la grippe aviaire, sans qu'il faille les y contraindre par la force). Nous sommes donc devant un processus de construction sociale du risque que la sociologie peut aborder, selon Claude Gilbert¹⁰, comme étant à la croisée des initiatives des autorités publiques (prééminentes pour les « risques classiques »), de groupes organisés issus de la société civile (porteurs principaux de l'alerte quant aux « nouveaux risques ») et d'un ensemble de « *jeux d'acteurs multiples et variés* » très diversement qualifiable (comme monde, comme réseau socio-technique, comme système d'acteurs¹¹). Nous avons donc besoin de théories d'ensemble permettant de penser le risque à la hauteur de sa saillance comme phénomène social.

¹⁰**Dispositifs d'alerte.** Comment réaliser la prise de parole horizontale, pour reprendre la terminologie de Hirschman¹¹, c'est-à-dire mobiliser les autres ? On peut, si l'on suit les distinctions de Chateauraynaud et Torny¹², confier à des capteurs techniques le soin d'avertir d'un danger, mais il y a aussi ces capteurs humains que sont les lanceurs d'alerte ou les prophètes de malheur. On lance l'alerte parce qu'on prévoit un sombre avenir, ce que radicalise le prophète de malheur. Seul le lanceur d'alerte se soumet vraiment à des épreuves de tangibilité (authentification, témoignage, expertises, démonstrations, etc.). L'alerte circule sous différentes formes (de la rumeur à la déclaration officielle), portée par différents dispositifs (cellules de crise, réseau de vigilance, etc.).

¹¹**Monde, réseau, système.** Ceux qui qualifient le risque peuvent être décrits par leur appartenance à un même « monde » c'est-à-dire un univers de solidarités et de coopérations partiellement révisables (terminologie de Howard Becker¹³), ou comme éléments d'un « réseau socio-technique », c'est-à-dire liés à d'autres êtres (humains et non-humains) au travers desquels ils acquièrent leur force de qualification des autres et de soi (terminologie de Latour et Callon¹⁴), comme agents d'un « champ » (c'est-à-dire comme occupant une position qui autorise des prises de positions au sein d'une doxa)¹⁵ ou plus classiquement comme membres d'un « système d'acteurs » (terminologie de Crozier¹⁶). Plusieurs approches de la risquification sont donc possibles, mais si le risque n'a pas le même statut dans toutes ces approches, il est pour elles un objet dérivé, second. Au contraire de ce que l'on peut trouver chez Giddens et Beck.

Le risque, au cœur de la modernité réflexive. La notion de modernité réflexive ayant été explicitée dans le chapitre précédent au travers de l'œuvre de Giddens, on n'insistera pas sur ses caractéristiques. Un simple rappel de l'idée générale : nos sociétés mettent en avant la possibilité pour chacun d'être acteur au niveau sociétal (au lieu d'être simplement héritier d'un monde déjà donné), d'en être un acteur réflexif (c'est-à-dire capable d'intégrer la leçon de l'expérience en cours¹⁷) et un acteur qui revendique la maîtrise la plus individuelle possible sur ces processus ; dans ces sociétés simultanément mondialisées et relocalisées, c'est aussi un acteur qui fait l'expérience du risque et des limites des solutions scientifiques et techniques à ces questions. C'est Ulrich Beck qui a sans doute le plus fermement souligné la nécessaire recomposition des points de vue résultant de cette importance de la notion de risque. Dans son célèbre ouvrage de 1986, il souligne que « *la société industrielle, en s'affirmant, c'est-à-dire dans le cadre discret de la normalité, quitte la scène de l'histoire mondiale par la petite porte des effets qu'elle induit (...)* » (op. cit., p. 23 ; c'est U.B. qui souligne). Les risques sont avant tout des **risques invisibles** ou peu visibles, autant nichés dans les formules des scientifiques, que dans les demandes productivistes des agriculteurs ou celles, consommatoires, des classes moyennes : « *La femme qui donne le sein à son petit Martin âgé de trois mois dans son trois-pièces d'une cité de banlieue à Neuperlach est donc liée par un "lien immédiat" à l'industrie chimique qui produit des insecticides horticoles, aux agriculteurs*

⁹ Un livre déjà ancien de Robert Castel, qui prend cette expression pour titre, montre comment l'Etat moderne s'appuie sur des dispositifs psychiatriques pour « gérer » les « populations à risques ». R. Castel, *La gestion des risques. De l'antipsychiatrie à l'après psychanalyse*, Paris, Minuit, 1981.

¹⁰ C. Gilbert, « La fabrique des risques », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol.CXIV, 2003.

¹¹ A.O. Hirschman, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995.

¹² Voir C. Bessy, F. Chateauraynaud, *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1999.

¹³ Howard S. Becker, *Les mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 1988.

¹⁴ Voir un exemple simple et célèbre : Michel Callon, « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année Sociologique*, n°36, 1986.

¹⁵ Par exemple : Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1980, p. 111 et suiv.

¹⁶ Michel Crozier, Ehrhard Friedberg, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil (Points), 1992 /1977/.

¹⁷ U. Beck a fortement différencié, d'une part, la modernisation simple (celle dont on parle lorsqu'on dit : « la modernisation des entreprises »), pour laquelle les risques sont des conséquences regrettables d'un processus émancipateur et, d'autre part, la modernisation réflexive, qui met en avant les risques liés à la modernisation en tant que principe unique de développement de la société et qui efface les frontières entre science et politique.

qui se trouvent contraints ar les directives agricoles de la communauté européenne à passer à la production de masse et à la consommation abusive d'engrais » (op. cit., p. 50). Cinq aspects prévalent¹⁸. 1/ Les risques de la modernité radicale ont la force des guerres, spécialement bactériologiques (le langage pertinent pour penser le risque est l'infectiologie) et l'impact des révolutions sociales qui modifient les hiérarchies (le risque est démocratique, il affecte le riche comme le pauvre), les systèmes économiques, juridiques et politiques. 2/ Le risque est mondialisé et aucun pays ne peut espérer s'en sortir tout seul (idée d'une politique intérieure mondiale). 3/ Le progrès des sciences ne diminue pas le risque, mais autorise tout à la fois l'augmentation de la conscience du risque et la critique du savoir scientifique lui-même (les rapports entre les savants ou experts et les non-experts sont changés). 4/ La peur tend à dominer notre vie. Un régime d'action fondé sur la peur pourrait légitimer l'installation d'un état sécuritaire. 5/ La sécurité, traitée comme un bien public mesurable économiquement, s'impose aux citoyens, autant qu'elle répond à leur peur.

Considérant que les attentats du 11 septembre 2001 confirment largement ces orientations, Ulrich Beck revient cependant sur le « risque terroriste », pour le distinguer du risque écologique et du risque économique (financier) : « Pour toute une série de nouvelles technologies et de développements scientifiques, la prévisibilité du risque devra dorénavant prendre en compte aussi l'éventualité d'une application malveillante (...) Simultanément, le progrès lui-même conduit à une multiplication exponentielle des risques terroristes. Par les technologies du futur – la génétique, la nanotechnologie et la robotique – nous ouvrons une "nouvelle boîte de Pandore". » (U. Beck, op.cit., 2003, pp. 32-33). Mais, conclut-il, le mouvement même par lequel les démocraties cherchent à se protéger de ces intentions malveillantes est porteur de dangers pour ces démocraties, puisqu'elles indiquent ainsi, à leurs ennemis, les possibles failles ; et, ajouterons-nous, en référence au risque sécuritaire mentionné par Beck, ce danger peut alors légitimer des dérives préventives au deuxième degré, dans une spirale inquiétante. Comment en sortir ?

La société du risque calculable. Pendant longtemps, les Etats ont édicté des normes environnementales sur la base de conseils scientifiques, hors de l'arène politique. Mais, l'expérience de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle a montré que ces conseils ne sont pas infaillibles et que ces risques ne peuvent être confinés (Beck) : ils s'échappent vers le grand public, au moins sous la forme de l'anxiété (la métaphore de la fuite et de l'impossible confinement établissent très facilement le lien que certains sociologues cherchent, avec plus de difficulté, à montrer, entre les objets et les informations). Néanmoins, les scientifiques ont largement « gardé la main » en réussissant à imposer un **formatage** (= un cadre incontournable pour poser les problèmes) de la discussion sur ces questions autour de la notion de **risque calculable** (formatage qu'on peut appeler une « risquification »). Le succès passait initialement par l'opposition entre **risques objectifs** (calculables, parce que construits rationnellement : on peut calculer le nombre de morts potentiel) et **risques perçus** (émotionnels : ils correspondent tout au plus au nombre de ceux qui auront peur) : les gens ordinaires auraient des craintes infondées quant à des dangers visibles et ne verraient pas les dangers invisibles et, en outre, ils tendraient à opposer des arguments de nature éthique (donc irrationnels et vides) à des arguments scientifiques. « Dans cette culture, il est impossible d'imaginer que les soucis éthiques puissent avoir un sens différent de celui qui est présumé. Il est ainsi unimaginable que ces soucis éthiques puissent être maillés avec des préoccupations concernant le savoir, qu'ils puissent avoir une réalité intellectuelle et se prêter au débat rationnel – quand bien même ce débat n'irait pas vers une solution conforme aux principes du déterminisme » (Wynne, op. cit., p. 453). Malgré l'incapacité d'une telle dichotomie entre risques réels et risques perçus à rendre compte des nombreux accidents (par exemple nucléaires) dans le passé, elle a tout de même servi de base aux premiers formatages de la question des OGM.

Il faudrait donc laisser faire les experts : puisque l'expertise ne se confond pas avec la science (elle s'ancre dans une situation donnée ne se réduisant pas à un modèle de laboratoire), les experts deviennent les personnages emblématiques de la société du risque¹⁹. Mieux : ils sont les **gardiens de la confiance** qu'exige la modernité réflexive. On le voit bien dans les cas où le danger paraît très grand mais où les autorités publiques sont en mesure de faire tenir des dispositifs souples de traitement des problèmes : malgré toutes les péripéties que la « crise de la vache folle » a connues, elle est restée sous le contrôle des commissions d'experts européens, qui ont su associer les organisations de consommateurs et les scientifiques²⁰.

L'évolution de la saillance sociétale des risques a pourtant balayé cette prétention condescendante : les inquiétudes fondées sur l'éthique sont désormais considérées comme légitimes (la bioéthique est une discipline

¹⁸ D'après : U. Beck, « La société du risque globalisé revue sous l'angle de la menace terroriste », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. CXIV, 2003.

¹⁹ Les experts sont des figures de la modernité réflexive plutôt que des personnes physiques dotées d'un label : c'est, plus que tout, la situation d'expertise qui fait l'expert, qui peut être un savant sans être en position de savant dans la situation considérée et qui peut-être y rencontrera des personnes ordinaires devenues expertes du fait de cette situation (J.-Y. Trépos, *La sociologie de l'expertise*, Paris, PUF, 1996).

²⁰ J.-Y. Trépos, « La circulation de la confiance dans les dispositifs d'expertise : une pragmatique sociologique », in : F. Aubert et J.P. Sylvestre (eds), *Confiance et rationalité*, Paris, INRA, 2001.

noble) ; en outre, les incertitudes sont plus clairement désignées comme telles. Mais, un fossé demeure entre ce formatage savant du risque et les craintes répandues dans la société : les incertitudes sont présentées par les scientifiques comme des **propriétés inhérentes à la démarche scientifique** (en tant que « connaissance approchée », mais non « approximative », selon la distinction héritée de Bachelard²¹, elle surmonterait ces incertitudes pour en rencontrer d'autres et ainsi de suite) ; alors que dans le grand public et chez les agitateurs d'opinion de la société civile, on se préoccupe de **l'incertitude sur les effets à long terme des choix effectués** sous la caution du risque. Pour les experts, les soucis d'éthique du public ont été incorporés, certes tardivement, par les dispositifs de gestion des risques et ils n'ont pas de pertinence en dehors. C'est pourtant ce que contestent de nombreux opposants, sur la base d'un conflit non pas entre le rationnel et l'irrationnel, mais entre deux modes de rationalité.

²¹**Connaissance approchée.** Bachelard définit la démarche des sciences de la nature (par exemple la physique) comme étant faite de rectifications successives lui permettant de s'approcher toujours plus de son objet²¹. La connaissance physique du réel est donc « approchée » sans être approximative (elle n'est pas de l'ordre à peu près), elle est toujours « la science en train de se faire ». Bourdieu, Chamboredon et Passeron (dans *Le Métier de sociologue*, p. 37 et suiv.) ont transposé ces principes aux sciences sociales en insistant sur le fait que la question que se pose le sociologue a toujours une histoire et que le résultat sociologique n'est pas éternel.

Conflits de rationalités et contre-expertise dans la société du risque. Prenons un premier exemple, travaillé il y a plusieurs années par Brian Wynne : la lutte des éleveurs de mouton de Sellafield en Ecosse²². Ces éleveurs ont une pratique spécifique, différente de celle des autres éleveurs, mais qui n'est pas une « AOC ». Par ailleurs, ils sont très liés à la centrale nucléaire (la plupart ont des parents qui y travaillent) malgré les dommages subis, qui sont clairement constatables (lait contaminé, bêtes invendables) : on ne constate aucune défiance à l'égard de l'entreprise. Après Tchernobyl, des soupçons naissent à l'égard de la centrale, entretenus par les tergiversations des experts : ils changent d'attitude quant à la durée nécessaire de la période de mesure, puis quant à l'évaluation de l'impact de Tchernobyl sur la contamination (on admet que l'effet de Tchernobyl pèse moins de 50% de la contamination). Les éleveurs dénoncent l'arrogance des scientifiques, alors qu'ils ont le sentiment d'avoir quelque chose à dire sur la situation (une expertise spécifique aux éleveurs de moutons de montagne). A première vue, il ne s'agit que d'un conflit d'identités (des éleveurs qui ne veulent pas laisser disparaître une tradition) et pourtant, selon Wynne, c'est un conflit de rationalité. Le raisonnement des fermiers est différent de celui des experts : ils réfléchissent plus volontiers sur le statut de leur connaissance et notamment sur les tensions qui les habitent (dépendance à l'égard des autorités et de leurs experts vs croyances dissidentes, exprimées en privé ; liens avec l'entreprise vs leur activité pastorale). C'est une rationalité flexible, sensible à la place des formes sociales de contrôle (relations sociales, négociations) dans la gestion experte des risques. On peut trouver une autre bonne expression de cette résistance à la culture savante de la gestion des risques, dans le combat contre les OGM mené notamment par la Confédération Paysanne (CP)²³. La CP s'appuie sur une nouvelle définition de la lutte des agriculteurs, impliquant de nouvelles formes de solidarité : ils se disent « paysans » et « travailleurs » (l'ancien nom de la CP est : les Paysans-Travailleurs), alors que dans la tradition rurale française ces deux identités n'ont guère coexisté. Ils engagent le combat contre une rationalité scientifique qui leur demande de laisser aux savants le temps d'expérimenter les cultures d'OGM dans des conditions contrôlées : au lieu de se contenter de détruire des plantations productives, ils détruisent des cultures expérimentales, considérant que la prétention de confinement des savants est illusoire (même en zone très délimitée, on ne peut empêcher la dissémination des OGM, pensent-ils). La gestion scientifique du risque est attaquée par une contre-expertise reposant sur le « *savoir-faire paysan* », nourri d'une philosophie de la qualité (autour de trois mots d'ordre : « *produire, employer, préserver* »). Ce combat contre les OGM acquiert une autre dimension grâce au lien établi (en grande partie par le personnage charismatique qu'est José Bové) avec les mobilisations contre la globalisation économique : des slogans efficaces (« *la malbouffe* », « *le monde n'est pas une marchandise* ») et le refus de la toute-puissance des scientifiques, forment la base d'une « *contre-hégémonie face au risque* » (C. Heller)²³.

²³**Contre-hégémonie.** La notion d'hégémonie a une longue histoire qui emprunte à celle des notions de pouvoir et d'autorité. Chaïa Heller fait ici usage du sens courant du terme (l'exercice, par des classes dirigeantes et/ou des élites, d'une emprise culturelle ou morale sur l'ensemble de la société, au point de leur faire accepter une interprétation du monde social comme légitime) : par opposition, une contre-hégémonie c'est la construction par un groupe dissident d'un contre-modèle d'interprétation de la société capable de rivaliser avec le premier. On notera l'existence d'une conception, marxiste, plus spécifique de

²¹ Gaston Bachelard, *Essai sur la connaissance approchée*, Paris, Vrin, 1927.

²² B. Wynne, « Misunderstood Misunderstanding : Social Identities and Public Uptake of Science », *Public Understanding of Science*, n°1, 1992.

²³ Chaïa Heller, « From Scientific Risk to *Paysan* Savoir-Faire : Peasant Expertise in the French and Global Debate on GM Crops », *Science as Culture*, vol. 11, n°1, 2002.

l'hégémonie, que l'on doit à Gramsci²⁴ : l'hégémonie est cette réforme intellectuelle et morale que les classes révolutionnaires sont capables d'imposer à leurs alliés parce qu'elle va dans le sens d'une transformation de toute la société (donc aussi de ses adversaires). Tandis que les classes dominantes de la société bourgeoises dominent en utilisant à la fois la coercition (la police, la justice) et l'hégémonie (une hégémonie passive qui passe par l'école), les classes révolutionnaires dirigent parce qu'elles ne comptent pas seulement sur la force que donne le pouvoir, mais sur cette hégémonie stratégique qui ne s'arrête pas quand la révolution a eu lieu. En ce sens, ce que Heller appelle contre-hégémonie, s'appellerait tout simplement hégémonie chez Gramsci.

Ces exemples sont intéressants, parce qu'ils discutent le format dominant de la Société du Risque. Les pontages originaux réalisés entre l'incertitude sociétale (le risque environnemental) et l'incertitude sociale (la précarité de l'emploi et du logement comme effet de la globalisation), donnent une nouvelle traduction des questions en débat. Nous les retrouverons dans le chapitre suivant (la société sans qualités). Mais ces contre-expertises efficaces ne parviennent pas souvent à réduire l'écart persistant avec les inquiétudes du public et, lorsqu'elles y parviennent quelque peu, il subsiste bien des malentendus. C'est le cas de la politique de « réduction des risques » en matière de drogues en France, qui est l'effet conjugué de prise en compte théorique et politique de risques sanitaires (qu'il faut réduire) et de la revendication des organisations d'usagers soutenue par une partie des professionnels du secteur (qui souhaitent que soient réduits les dommages, « *harm* »)²⁵. Il n'est pas certain que ces préoccupations soient interprétées favorablement dans le public et que « *harm* » l'emporte sur « *risk* ».

Mise en perspective : risque, incertitude, anxiété, conspiration

Nous allons explorer une dimension apparemment secondaire de la société du risque : l'anxiété. Secondaire ? Ce n'est pas si sûr : on peut en effet considérer qu'il y a deux grands types de réponses possibles à la « risquification » propre au XX^{ème} siècle finissant et que nous n'en avons pour l'instant examiné qu'une seule, la contre-expertise citoyenne, laissant de côté des solutions moins antagonistes mais peut-être plus répandues. L'anxiété et les interprétations plus ou moins cohérentes qu'elle suscite, comme l'idée qu'il puisse y avoir derrière les risques modernes une conspiration, occupent une place importante dans cette deuxième catégorie de réactions à la révélation du risque.

Anxiété et théories du complot. La mise en avant des risques et des conditions difficiles de leur prévention et de leur traitement ont permis le retour de craintes que l'on pouvait croire vaincues par les avancées scientifiques. Elles ressurgissent d'autant mieux que les messages des experts, on l'a vu ci-dessus, semblent pour le moins changeants : par exemple, le soleil, qui, pour la génération de l'entre-deux guerres, asséchait la tuberculose (au sanatorium) et était pour la génération des « Bronzés » la composante fondamentale du loisir (au Club Med^o), est « parlé » aux générations récentes comme producteur de mélanome malin (dans les salons de Vénus Beauté). Par voie de conséquence, la rationalité scientifique elle-même s'en trouve fragilisée et donc un point d'appui indubitable se fissure. Mais c'est aussi l'Etat, qui n'apparaît plus comme le garant de la sécurité. Doutes quant aux capacités de réagir et doutes quant à la volonté de s'attaquer aux nouveaux défis se rejoignent alors pour autoriser, non seulement des protestations collectives vigoureuses, mais encore, des rationalisations de l'anxiété sous la forme de théories du complot. L'opacité du monde de la globalisation (évoquée par Giddens) permet d'imaginer **d'insondables maillages** d'entreprises nuisibles : les trafics d'organes, d'enfants, d'otages, seraient des traits endémiques des économies pillées par le mode de développement capitaliste mondialisé et trouveraient, en outre, en Internet un instrument d'une redoutable efficacité. La faculté ordinaire d'interprétation et de réflexivité (ou de compte-rendu : *accountability*, sur laquelle l'ethnométhodologie a fondé son pari d'une autre sociologie possible²⁶) semble être dopée et donner lieu à une intense et jubilatoire capacité de **sur-interprétation** du réel, comme l'ont montré Marilyn Strathern pour les sociétés mélanésiennes²⁷ et G. Beer pour l'idéologie du chaînon manquant^o. Pour autant, malgré l'éternel retour des thématiques anciennes de la conspiration (sorcellerie, mafias), on doit être sensible à de nouvelles **pratiques** de l'anxiété rationalisatrice : des pratiques hésitantes, à la mesure du monde d'incertitude qui est une des marques de la société du risque.

Sur-interprétation du réel. Dans une société d'anxiété, on tend à tout noter, vérifier et interpréter, avec l'effet paradoxal que plus on spécifie et diversifie, moins on explique. Gillian Beer montre que le succès

²⁴ Voir : Antonio Gramsci, *Écrits politiques I. 1914-1920, Écrits politiques II. 1921-1922, Écrits politiques III. 1923-1926*, (Textes choisis, présentés et annotés par Robert Paris. Traduit de l'Italien par Marie G. Martin, Gilbert Moget, Armando Tassi et Robert Paris), Paris, Éditions Gallimard, 1975, 1977, 1980.

²⁵ J.-Y. Trépos, « La force des dispositifs faibles. La politique de réduction des risques en matière de drogues », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. CXIV, 2003.

²⁶ Voir : H. Garfinkel, « Le programme de l'ethnométhodologie », in M. de Fornel, A. Ogien, L. Quéré, *L'ethnométhodologie*, Paris, La Découverte, 2001.

²⁷ M. Strathern, *Partial Connections*, Savage (Maryland), Rowman and Littlefield, 1991

de la recherche du « chaînon manquant » (entre le singe et l'homme) est contemporain de la croissance du roman policier : Sherlock Holmes, dans *Le chien des Baskerville*, trouve ce lien, mais la science du XIX^{ème} siècle n'y voit aucun fondement. Du coup, l'imagination des contemporains de Conan Doyle est mobilisée sur « ces questions de frontières : qu'est-ce qui est à l'intérieur, qu'est-ce qui est à l'extérieur, l'objet et l'objet »²⁸.

ILOVEYOU : virus et paranoïa dans la société du risque. Parmi les nombreuses possibilités fournies par l'actualité pour saisir l'impact de la « société du risque » sur les peurs et les hantises ordinaires, on a retenu ici le cas de la contamination des systèmes informatiques en considérant comme emblématique l'affaire dite « *I love you* »²⁹.

1. On fait généralement commencer cette histoire le matin du 4 mai 2000. Un virus électronique³⁰ se propage dans les systèmes informatiques du monde entier, à partir de l'Asie, passant de l'Europe (où il attaque la BBC par exemple) aux Etats-Unis (le Pentagone et Microsoft sont « contaminés »). Cent mille systèmes sont infectés en quelques heures et, à la fin de la semaine, 45 millions d'ordinateurs situés dans 20 pays sont atteints. L'évaluation des dommages financiers est généralement située à hauteur de 8 milliards de dollars. Le fonctionnement est à peu près le suivant : un message électronique parvient à un destinataire, l'invitant à ouvrir une pièce jointe alléchante (« *Kindly check the attached love letter from me !* »³¹) ; dès l'ouverture le programme incorporé à la pièce jointe renomme et relocalise les fichiers d'images et de musique de l'ordinateur attaqué, puis il redirige le navigateur (*browser* : le fureteur) de l'ordinateur vers un site qui, au moyen d'un logiciel complémentaire, lit tous les mots de passe et peut ensuite envoyer à chaque adresse du carnet le même message et ainsi de suite à l'infini. Sans être une première, puisque l'année précédente, le virus Melissa avait déjà fait des siennes, ILOVEYOU est particulièrement efficace (15 fois plus efficace que Melissa, dit-on, en prenant comme unité de mesure le nombre d'adresses copiées).

2. L'écho donné à cette contamination trouve aisément place dans l'ensemble protéiforme des théorisations courantes à propos des peurs anciennes et actuelles de l'invasion ennemie, qui adoptent en général un vocabulaire immunologique et épidémiologique. Qu'il s'agisse des microbes, des Martiens ou des communistes, les Américains, par exemple, sont préparés à se méfier des êtres qui s'infiltrent et corrompent « *l'Amérique des WASP*³² ». En France, peu avant la 2^{ème} Guerre Mondiale, les habitants étaient invités à déjouer les infiltrations de la « Cinquième Colonne » allemande, tandis qu'en 1968, on apprenait à guetter « l'ennemi intérieur ». Ces rationalisations sommaires des anxiétés sociales ont un fort pouvoir de rassemblement et de renforcement du sentiment identitaire³³. Qu'y a-t-il donc de spécifique à ces peurs d'aujourd'hui, attachées aux virus informatiques ou au SIDA ? Selon Peter Knight, le sentiment de fragilisation des systèmes d'évidences propre aux WASP (ou aux « Gaulois » pour la France) est accentué par l'atteinte portée à la division « Nous » / « Eux » : après tout, ces jeunes désœuvrés qui lancent des virus (ou qui affolent la Bourse), ce sont des WASP. Désormais, c'est un « *ennemi sans qualités*³⁴ » qui peut surgir de partout, à tout moment ; mieux : l'ennemi, c'est peut-être nous (un grand nombre de *thrillers* de science fiction emprunte ce schéma). La société moderne était la société du *Welfare State* et de l'affrontement des superpuissances : nous voilà dans la société du *Warfare State*^{°°}, où prédominent les « *conflits à basse intensité*³⁵ » (Knight) et où le danger est rampant (comme un ver !) tout en demeurant non situable, ou peut-être décentré, réticulaire, sur le modèle d'Internet. On pourra remarquer, avec Peter Knight, un changement dans le vocabulaire immunologique : on était dans une guerre de l'intérieur contre l'extérieur, les ressources c'étaient les antigènes et l'hygiène personnelle, la ligne de front c'était la peau ; on est désormais dans la guerre intérieure, un processus immunologique interne, qui trouble la barrière matériel / vivant (en attestent les maladies auto-immunes ou le SIDA).

°° **Warfare State.** Il s'agit d'un jeu de mots réalisé à partir de « *Welfare State* » (l'Etat du bien-être ou l'Etat Social ou encore dans la terminologie française : l'Etat Providence). Le *Warfare State* (Brian

²⁸ G. Beer, *Forging the Missing Link : Interdisciplinary Stories*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

²⁹ D'après : Peter Knight, « ILOVEYOU : Viruses, paranoia, and the environment of risk », in : Jane Parish and Martin Parker (ed.), *The Age of Anxiety : Conspiracy Theory and the Human Sciences*, Oxford, Blackwell, 2001. L'auteur n'est pas un sociologue, mais un chercheur en *Cultural Studies*.

³⁰ Appellation étrange, qui reste encore mystérieuse pour beaucoup de gens en raison de sa dimension métaphorique, alors même qu'elle est déjà considérée comme caduque et remplacée par le terme de *worm* (= ver). Quoi qu'il en soit, virus ou ver, cet être électronique est un réseau socio-technique (son auteur, ses porteurs involontaires, ses destinataires, des logiciels et des matériels) intéressant pour le sociologue.

³¹ C'est pourquoi le virus a été rapidement appelé le « *Love Bug* ».

³² P. Knight, op. cit., p. 18. WASP = *White Anglo-Saxon Protestant*, c'est-à-dire typiquement la bourgeoisie descendant des pionniers de la côte Est des Etats-Unis.

³³ Comme toujours, tel qu'il ressort de l'analyse des opérations de dénonciation par Luc Boltanski, il s'agit de constituer un système incluant fauteur, victime, complices et arbitres, selon une double dimension de proximité / distance et de degré de généralité (L. Boltanski, « La dénonciation », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°82, 1985). Voir votre cours de première année.

³⁴ Expression empruntée par P. Knight à Brian Massumi (in : B. Massumi, ed., *The Politics of Everyday Fear*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1993, pp. 10-11). On retrouvera cette question de l'être sans qualités, dans le chapitre suivant : La société sans qualités ?

³⁵ En épidémiologie, on parle d'« infection à bas bruit », pour désigner cette propagation lente et minimaliste. L'expression est déjà devenue une métaphore pour de nombreuses situations de danger dans la société du XXI^{ème} siècle.

Massumi, *op. cit.*) est l'état d'alerte permanent contre des menaces multiformes et minimales, susceptibles de s'agréger de façon opportuniste. Cet état d'alerte (disséminé) peut très bien devenir un « Etat d'urgence ».

Il est nécessaire de relier ces rationalisations métaphoriques de la menace permanente à la question du risque, qui est au cœur de ce chapitre. Le Love Bug n'est pas un accroc dans le tissu social, mais une conséquence du « *risky business* » (un business du risque et, en même temps, un business risqué) de notre société. Giddens et Beck nous ont expliqué que notre société n'est proportionnellement pas plus dangereuse que celles d'autrefois, mais qu'elle doit repenser son attitude face aux aléas (en termes de risques), puisque La Science ne peut plus prétendre contrôler les risques et que les technologies anti-risques accroissent les risques. Les risques ne sont pas imputables à un fléau externe qui s'abattrait sur un territoire sain grâce à des vecteurs qui nous connecteraient à des territoires malsains (modèle qui nous sert encore plus ou moins à penser l'épizootie, potentiellement épidémique, de la grippe aviaire), mais des conséquences logiques de notre activité : « *Les risques, à l'âge de la globalisation ne sont donc pas des interruptions isolées du service normal, mais font partie de l'activité habituelle* » (Knight, *op. cit.*, p. 20).

3. Tout plaiderait donc pour qu'apparaissent de nouvelles théorisations capables de porter ces nouvelles peurs. Or, il n'en est rien, car nous ne sommes pas dans un modèle de rationalité des Lumières (c'est-à-dire d'une conception dans laquelle le progrès de la diffusion de la raison, en chassant les peurs irrationnelles, offre un cadre rationnel pour affronter les nouvelles anxiétés). Les anciennes théories du complot ont été simplement transférées à des fins de justification de la situation : tout cela n'est que cabale secrète de comploteurs dotés d'un calendrier d'action secret (le succès de « Da Vinci Code », après les nombreuses esquisses antérieures, consacrées au trésor des Templiers, est donc parfaitement sans surprise). Pour une théorie du complot, théorie moderne posée sur un monde post-moderne, tout est contrôlable puisque résultat d'un dessein.

Dans le cas d'ILOVEYOU, les messages d'alerte ont semble-t-il circulé très tôt. Les coupables désignés ont été successivement : l'industrie musicale (effet de l'antagonisme entre la Recording Industry Association of America et Napster, à propos du MP3), puis l'industrie de la pornographie (en question : le format JPEG) et enfin la compagnie Microsoft, supposée capable de s'infecter elle-même pour répondre de l'accusation de monopole qu'elle subissait au même moment. Mais, à la différence de nombreuses situations de dénonciation antérieures, on s'est trouvé ici dans un climat dénonciatoire moins net : ces messages s'inscrivent, selon P. Knight, dans une nouvelle forme de culture de la conspiration, marquée du sceau de l'ironie³⁶ et de l'incertitude et appuyée sur une certaine connaissance du monde digital dans lequel nous entrons. Ces conspirations sont peut-être fausses, mais elles pourraient tout autant être vraies, pense-t-on, en référence à tout ce qui marque la double face (potentialités et dangers) du Net. Il suffit d'ailleurs de se souvenir de la défense présentée par Onel de Guzman, le Philippin qui fut au départ de la propagation : il défendit la thèse de l'accident (son intention était d'accéder à des mots de passe, non de détruire tous les systèmes) et, que ce soit vrai ou faux, peu importe, car il est certain qu'il ne pouvait réellement pas contrôler la propagation de son opération, en raison des « mutations imprévisibles du virus » (pour reprendre la métaphore épidémiologique). Cette co-incidence entre la collusion imprévisible d'intérêts distincts et l'élaboration de complots, semble répondre assez bien aux modèles mis en œuvre par les théories de la post-modernité : il y aurait hasard ET complot. Il est en effet difficile de prendre la mesure du degré d'exagération dans ce domaine : quels experts croire ; quelle pourrait être la théorie rationnelle ? On voit bien (et Giddens l'a noté) que les « Etats Préventifs » (expression qui, selon moi, devrait pouvoir se substituer à celle d'Etat Providence) sont pris dans une double contrainte : s'ils ne font rien ou sous-estiment le problème (cas de l'ESB), on les accuse de dissimulation ; s'ils déclenchent l'alerte en amont (le « bug » de l'an 2000, voire le réchauffement climatique) ou du moins très tôt (le SIDA), alors qu'en définitive il ne se passe rien ou presque rien, on les accuse d'alarmisme - bien qu'il soit possible que rien n'ait eu lieu, justement parce que les Etats Préventifs sont intervenus et bien que le relâchement consécutif à ces accusations ait pour effet de faire repartir la menace (recrudescence du SIDA) !

Enfin, il faut insister sur un dernier aspect qui donne un relief particulier à cette complexité. Les alertes privées, à propos des « *hoaxes* » (c'est-à-dire les fausses rumeurs) ont fini par saturer les systèmes, nous laissant face à l'étonnante coexistence du message supposé infecté et de sa dénonciation, sans réelle possibilité de discernement. Un message ami, destiné à vous mettre en garde et à vous fournir un anti-virus peut être un message viral. On voit là un autre aspect de la nouvelle anxiété de la modernité tardive : qui donc est l'étranger, si un de vos amis peut vous infecter en vous voulant du bien ? « (...) *Une forme de paranoïa ordinaire, à la fois permanente, de faible expression*³⁷ et marquée par le scepticisme, semble être devenue le mode d'approche par défaut de la vie dans la société du risque » (Knight, *op. cit.*, p. 24). Si la paranoïa propre aux théories anciennes du complot était au moins assortie d'une vision assurée du clivage « Eux » / « Nous », celle de la société dans laquelle nous entrons a perdu ce repère : bienvenue dans le monde de la paranoïa sans assurances (*insecure paranoïa*) !

³⁶ Nous reviendrons, en conclusion du cours sur cette notion d'ironie.

³⁷ Les termes équivalents, qui courent métaphoriquement dans la société sont : à bas bruit, à basse énergie, à basse intensité ou à bas seuil.

Remarque finale

La société du risque s'est finalement avérée recouper sur de nombreux points les deux autres appellations utilisées jusqu'ici (la société des individus et la société postmoderne). Un jeu subtil d'interpénétrations, assuré en partie par le biais de Giddens, pourrait laisser croire que ces appellations sont finalement plus ou moins équivalentes. Peut-être parce qu'elles ont laissé de côté des objets traditionnels de la sociologie (le travail, les classes, les valeurs...). Ce type de réflexion n'aurait-il rien à dire sur ces objets ou au contraire sont-ils seulement retraduits au point d'être méconnaissables, mais pourtant toujours là ? Ou peut-être ces efforts pour qualifier positivement un nouvel état de la société au 21^{ème} siècle sont-ils vains ?